



**« L'ONU est là pour défendre l'intégrité et la prospérité de ses Etats
membres ainsi que leurs institutions »**

DISCOURS DU

**PRESIDENT DE LA SOIXANTE-CINQUIEME SESSION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE**

M. JOSEPH DEISS

**OUVERTURE DE LA SESSION D'OCTOBRE DU GRAND
CONSEIL**

FRIBOURG

5 OCTOBRE 2010

Seul le discours prononcé fait foi

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les députés,

C'est avec *beaucoup d'émotion* que je me retrouve, aujourd'hui, avec vous pour l'ouverture de la session d'octobre du Grand Conseil.

C'est dans cette salle que j'ai fait mes *premières expériences* de parlementaire, des expériences qui m'ont donné le goût de continuer à m'engager pour la chose publique et qui m'ont appris combien le dialogue et la recherche du consensus sont fondamentaux pour l'obtention de solutions qui satisfassent le bien commun.

Nos *institutions* sont un bien précieux. Que serait aujourd'hui la Suisse, pays de petite taille enclavé, sans ressources naturelles d'importance, si hier, nous ne nous étions pas dotés des institutions politiques et du cadre juridique favorables à l'exercice de la démocratie, au règne de l'état de droit, au respect des droits humains, à la gestion transparente des affaires publiques et au développement de l'activité économique ?

Que serait Fribourg, sans les liens solides qui l'unissent avec tous les autres membres de notre Confédération helvétique ? Et que serait la Suisse, sans le génie de ses membres, donc aussi celui de Fribourg.

Nombreux ont été les orateurs ces deux semaines passées, lors des débats à l'Assemblée générale de l'ONU, à rappeler *l'importance de la bonne gouvernance*, tant au niveau local et national, qu'au niveau global.

Dans sa dimension nationale, la bonne gouvernance a surtout été évoquée pendant la réunion de haut niveau sur les *objectifs du Millénaire pour le développement*.

En 2000, lors du Sommet du Millénaire, la communauté internationale a adopté le *programme le plus ambitieux* jamais lancé pour lutter contre la pauvreté. La réunion de haut niveau qui vient de se tenir avait pour but de faire le bilan des résultats obtenus à cinq ans de l'échéance et d'établir un plan d'action pour assurer que les objectifs seraient remplis.

Où en sommes-nous, après dix années d'efforts, alors que le monde se relève de la crise économique et financière ?

Le bilan est *mitigé*. Les progrès sont bien réels sur certains plans : globalement, la pauvreté a reculé. Mais il y a des régions, comme l'Afrique subsaharienne, où nous sommes en retard. Il y a également des domaines, la lutte contre la faim, la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la santé maternelle en particulier, où nous sommes en retard. Des efforts supplémentaires sont nécessaires.

La crise économique et financière a en outre fragilisé les acquis, mais les décennies de forte croissance qui l'ont précédée ont révélé le fort potentiel de l'économie mondiale. C'est pour cette raison qu'il faut être optimiste et que je suis convaincu que les objectifs peuvent être atteints. Nous avons le savoir-faire et les moyens de réussir. Il faut encore maintenant le vouloir.

Pendant le sommet, de nombreuses propositions et *engagements financiers* ont été pris. Mais tout aussi importants ont été les appels à assurer que les *politiques* mises en œuvre au niveau international et national soient favorables au développement, et dans ce contexte, à *l'amélioration des institutions et de la gouvernance*.

Ce qui va compter maintenant, et c'est un aspect que j'ai mis en exergue lors de la conclusion du sommet, c'est que nos paroles se traduisent en actes. Et j'entends bien que l'Assemblée générale contribue à assurer un *suivi étroit des résultats*. La lutte contre la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement seront donc des thèmes qui vont continuer à occuper l'Assemblée au cours de cette 65^{ème} session.

Un autre thème majeur sera celui du *développement durable*, par lequel il faut entendre que la satisfaction de nos besoins ne mette pas en péril la satisfaction de ceux de nos enfants et petits-enfants et qui implique que nous adoptions des structures économiques qui soient plus

respectueuses de notre environnement. L'Assemblée générale a déjà tenu une réunion de haut niveau il y a deux semaines sur la *biodiversité*, une autre réunion sur le même thème est à venir en octobre à Nagoya. Des décisions importantes vont aussi devoir être prises dans le domaine du *changement climatique* avec la prochaine réunion de Cancun.

Les questions liées au développement et celles touchant à l'environnement ne sont que deux domaines parmi tant d'autres aujourd'hui où les défis sont d'une telle ampleur et d'une telle nature que les réponses à y apporter ne peuvent être que le fruit de *stratégies globales*.

L'ONU est la pièce centrale du système de gouvernance globale où doivent se forger les solutions mondiales. L'ONU est le *forum pré-éminent du débat global*. Elle possède une légitimité unique pour le faire, de par la quasi-universalité de ses Etats membres ; elle a en outre une expertise et une présence unique sur le terrain pour le faire. Je l'ai dit dans mon discours d'acceptation, et c'est aussi une des raisons majeures pour lesquelles je

m'étais engagé dans la campagne pour l'accession de la Suisse à l'ONU.

Mais il y a danger aujourd'hui de plus en plus grand que l'ONU soit *marginalisée* face à l'émergence d'autres acteurs sur la scène internationale. L'ONU est critiquée : elle n'est pas assez efficace, elle est trop lourde. Il paraît plus facile et plus rapide de décider d'une action urgente dans un cadre plus restreint. D'où l'émergence du G8, du G20 et d'autres groupes informels de concertation.

Il ne s'agit pas de nier le rôle que peuvent jouer des entités comme le G20. La crise économique et financière a montré l'importance d'une réponse coordonnée et rapide.

Mais il est indispensable, et urgent, d'instaurer des ponts entre les efforts déployés par les divers acteurs. Il faut améliorer les *mécanismes d'information, de consultation et de coopération* entre ces entités et les pays qui n'en font pas partie. Cela, seule l'ONU et son Assemblée générale peuvent le faire.

C'est pour réfléchir sur les moyens d'y parvenir que j'ai proposé pour le débat général qui vient de se conclure le thème '*réaffirmer le rôle central de l'ONU et de son Assemblée générale dans la gouvernance globale*'.

Ce thème a trouvé un *vaste écho* à New York : des Etats-Unis au Belize, en passant par la Suisse, le Brésil ou Saint Vincent et les Grenadines, pratiquement tous les Etats membres présents se sont exprimés sur le thème de la gouvernance globale.

Beaucoup de voix ont reconnu le rôle unique de l'ONU, mais tout en émettant de nombreuses réserves sur son efficacité et en martelant le besoin urgent de *poursuivre les réformes en cours*, comme celle du Conseil de sécurité.

L'Assemblée générale va s'y attacher au cours de cette session. En outre, en tant que Président de cette Assemblée, je vais organiser un *débat informel avant et après le sommet du G 20* avec le Secrétaire-général et le

pays hôte du G 20. Ce sera l'exemple d'un premier de ces ponts qu'il s'agit de construire.

Nous ne devons pas perdre de vue que tous ces efforts se font au service du bien commun. La Charte doit rester le guide ultime de l'action de l'ONU. L'ONU a vocation de maintien de la paix, de la sécurité et de la prospérité. C'est en se montrant à la hauteur de cette vocation que l'ONU apportera une *différence tangible* pour les populations de ses Etats membres.

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les députés,

Au-delà des attaches personnelles, que peut signifier la présence d'un Président de l'Assemblée générale aujourd'hui, ici, dans ce parlement cantonal ?

J'y vois au moins *trois messages* :

D'abord, ce n'est pas parce que nous participons à la collaboration internationale que les institutions locales perdent leur valeur. Nous sommes membres de l'ONU, mais notre Parlement cantonal reste fort. L'ONU est là pour défendre *l'intégrité* et la prospérité de ses Etats membres, et par là, aussi de leurs *structures domestiques*, à l'échelle régionale et locale.

Ensuite, dans un *monde interdépendant et interconnecté* tel que celui d'aujourd'hui, nous sommes tous affectés par des problèmes et par des décisions qui sont nés ailleurs. Il n'est plus question de faire comme si le reste du monde n'existait pas. Nous avons le devoir de participer à la solidarité internationale. L'ONU nous offre une opportunité de participer à l'élaboration de stratégies globales pour répondre aux grandes questions de notre temps, grandes questions dont la solution dépasse la capacité de chacune des composantes de la communauté.

Enfin, nous pouvons apporter aux autres membres de la communauté internationale, notre expérience de la

démocratie et notre culture du dialogue et du consensus. Nos institutions ont valeur d'exemple. Prenons en le plus grand soin, car c'est là que réside le secret de notre réussite.